

Démocratie et Dictature

Jean

27 août
2015



La crise en Grèce a dévoilé la partie visible d'un iceberg immense dont nous avons naturellement l'intuition, mais dissimulé dans un océan de propagande : la dictature du Capital. Elle est le pendant de la démocratie parlementaire dont nous mesurons aussi l'inanité. Pour redresser une planche voilée, il faut exercer sur le point d'inflexion une pression adéquate qui ne brise pas les fibres, opposée à la face convexe et au-delà de la ligne médiane. Ce sont des lois de la physique ; celles de la société sont plus complexes mais elles peuvent se ramener à ses contradictions fondamentales et être résolues par des mesures appropriées : avant de parvenir à l'égalité entre les êtres humains il faut exercer une contrainte sur la minorité des oppresseurs, au-delà du point d'équilibre mais sans détruire la société et durant tout le temps nécessaire au rétablissement de rapports harmonieux. Pourquoi et dans quelles conditions avons-nous renoncé à la dictature du prolétariat ?

Avec une prescience inconnue jusqu'ici chez lui, Bernard-Henry Lévy déclarait le 7 juillet [« ce n'est pas la démocratie qui a gagné en Grèce »](#) .

Qu'on se rassure, cet intelligent ne parlait pas du blocus financier de la BCE exercé sur les banques grecques et les pensions des retraités, ni de l'ingérence manifeste des aigrefins franco-allemands dans les affaires intérieures et les remaniements ministériels de la Grèce, ni de la subversion d'un gouvernement élu selon les règles du « monde libre », ni de la terreur économique et de la paupérisation des masses, ni de l'assujettissement de la Grèce dans « l'Europe Unie ».

Non Bernard-Henry Lévy parlait du référendum, précisément celui-là piétiné par les usuriers de l'Europe et contre lequel il sonnait l'hallali avec sa condescendance coutumière, parce que ce n'était pas le bon peuple qui avait refusé l'austérité - à plus de 61 % - mais le mauvais :

« La Grèce ancienne avait deux mots pour dire le peuple. Le « demos » de la démocratie, d'une part. Le « laos » de la foule, d'autre part, les Latins diront de la « turba » et de la démagogie plébiscitaire. »

La bonne démocratie, la voici :

... « de quelle démocratie parle-t-on, là encore ? L'Union Européenne n'est-elle pas cet espace pacifié où l'on a peu à peu appris, justement, à remplacer cette éternelle logique du bras de fer par celle de la négociation et du compromis ? N'est-elle pas, en dépit de ses immenses défauts, ce lieu d'invention démocratique où, pour la première fois depuis des siècles, on tente de régler les différends, non par la guerre politique et le chantage, mais par l'écoute, le dialogue et la synthèse des points de vue ? »

Quel talent ! Par ce but d'anthologie dans ses propres cages idéologiques, BHL nous restitue l'image en négatif de la dictature du Capital, et du néo-colonialisme dont l'Europe Unie est à la fois sujet et objet.

Et il récidive en nous démontrant par la preuve du bon et du mauvais peuple que la Démocratie et la Dictature définies dans son propre bréviaire sont des fictions et qu'en réalité elles sont duales : deux démocraties, et par conséquent deux dictatures : démocratie et dictature populaire pour les intérêts de l'immense majorité, dictature et démocratie bourgeoise pour les intérêts d'une minorité.

Mais laissons l'entarté se débarbouiller, il reviendra plus loin pour la deuxième couche.

Un se divise en deux

Toutes choses égales par ailleurs, et en distinguant économie agricole et industrielle, la période du gouvernement révolutionnaire à l'aube de la république bourgeoise, quand le prolétariat n'était pas encore constitué en classe, montre bien comment ces questions économiques (y compris nationales) furent l'objet d'une lutte de classe très âpre qui se conclut par la Terreur Blanche et des conséquences terribles pour le peuple, après la défaite de Prairial de la Convention thermidorienne et du Comité de Salut Public.

La Gironde à droite, parti de la légalité, répugnait aux mesures révolutionnaires dont la Commune de Paris, peuplée de Montagnards et de militants sectionnaires, avait pris l'initiative. Elle représentait la bourgeoisie possédante, commerçante et industrielle, qui entendait défendre la propriété et la liberté économique contre les limitations que réclamaient les sans-culottes. Dans le domaine politique, la Gironde demeurait hostile à toutes les mesures d'exception que nécessitait le salut public ; elle avait déclenché la guerre, mais elle se refusait aux moyens nécessaires pour la gagner. Contre la concentration du pouvoir et la subordination étroite des administrations, la Gironde invoquait l'appui des autorités locales parmi lesquelles dominait la bourgeoisie modérée. Dans le domaine économique, la Gironde liée à la bourgeoisie d'affaires, se défiait du peuple, fut passionnément attachée à la liberté économique, à la libre entreprise et au libre profit, hostile à la réglementation, à la taxation, à la réquisition au cours forcé de l'assignat, mesures dont les sans culottes étaient par contre partisans. Pleins du sentiment des hiérarchies sociales qu'ils entendaient sauvegarder et fortifier, considérant le droit de propriété comme un droit naturel intangible, épousant pleinement les intérêts de la bourgeoisie propriétaire les Girondins éprouvaient devant le peuple un recul instinctif, l'estimant incapable de gouverner. Ils réservaient le monopole gouvernemental à leur classe.

[A. Soboul – histoire de la révolution française – Tome 1 – le despotisme de la liberté (1792-1795)]

Le 15 juin [1793], la section des Droits-de-1'homme demanda la taxation générale et une loi contre les accapareurs. Le 25, à la barre de la Convention, Jacques Roux présenta une pétition menaçante :

« L'acte constitutionnel va être présenté à la sanction du souverain ; y avez-vous proscrit l'agiotage ? Non. Avez-vous prononcé la peine de mort contre les accapareurs ? Non. Avez-vous déterminé en quoi consiste la liberté du commerce ? Non. Avez-vous défendu la vente de l'argent monnayé ? Non. Eh bien ! Nous vous déclarons que vous n'avez pas tout fait pour le bonheur du peuple. La liberté n'est qu'un vain fantôme quand une classe d'hommes peut affamer l'autre impunément. L'égalité n'est qu'un vain fantôme quand le riche, par le monopole, exerce le droit de vie et de mort sur son semblable. La République n'est qu'un vain fantôme quand la contre-révolution s'opère de jour en jour par le prix des denrées, auquel les trois quarts des citoyens ne peuvent atteindre sans verser des larmes... Prononcez donc encore une fois. Les sans-culottes avec leurs piques feront exécuter vos décrets. »

[A. Soboul – histoire de la révolution française – Tome 2 – le despotisme de la liberté (1792-1795)]

La défaite de la Convention thermidorienne et du Comité de Salut Public aboutit à :

L'effondrement de l'assignat et ses conséquences.

L'effondrement de l'assignat constitua la conséquence immédiate de l'abandon du maximum. La hausse des prix fut vertigineuse, la spéculation sur les denrées de première nécessité se développa de façon monstrueuse ; le papier-monnaie perdit toute valeur, le change s'effondra. L'assignat, qui était remonté à 50 % de sa valeur nominale en décembre 1793, était redescendu à

31 % en thermidor an II (juillet 1794) ; la non-observation du maximum le fit tomber à 20 % en frimaire an III (décembre 1794) ; en germinal (avril 1795), il était à 8 %, en thermidor (juillet) à 3 %. La hausse des prix condamna l'État à une inflation massive, d'autant plus que les impôts rentraient mal ou en assignats dévalués. La masse des assignats s'accrut d'émissions continues : elle atteignit dix milliards en décembre 1794, dont huit en circulation ; de pluviôse à prairial (janvier-mai 1795), sept milliards furent émis, la circulation passa à plus de onze milliards. Les paysans et les marchands refusaient les assignats, n'acceptant plus que le numéraire. Le refus de l'assignat multiplia la dépréciation : alors que de novembre 1794 à mai 1795 la circulation n'augmentait que de 42,5 % > l'assignat perdit 68 % de sa valeur, les 100 livres-papier passant de 24 à 7,5 livres numéraire.

La hausse des prix des denrées de première nécessité varia d'un département à l'autre. D'une manière générale cependant, elle fut plus importante que ne le laisserait supposer la dépréciation du papier-monnaie par rapport au numéraire. En mars-avril 1795, l'index de l'assignat était de 581, alors que l'index général des prix atteignait 758 par rapport à 1790, celui des denrées alimentaires seules 819.

La disette multiplia encore les conséquences désastreuses de la hausse des prix.

[A. Soboul – histoire de la révolution française – Tome 2 – le despotisme de la liberté (1792-1795)]

La République Universelle n'est que la définition donnée par la bourgeoisie à sa propre démocratie et à sa propre dictature. Démocratie et Dictature ne sont pas des concepts abstraits mais se divisent en deux. L'une et l'autre possèdent des caractères de classe, ceux de la classe au pouvoir. Et celle-ci l'impose dans la finance et l'économie à la classe dominée.

La sortie de l'euro et la dictature de la classe dominante

Selon certains économistes partisans de la sortie de l'euro comme Sapir, [un retour au franc \(une dévaluation\) dans le capitalisme maintenu](#) pourrait s'effectuer sans dommages excessifs pour le peuple, chiffres à l'appui. Mais l'expérience historique montre qu'en cas de crise, calculs et prévisions sur les prix des marchandises de première nécessité et celles de luxe, sur les importations et les exportations, et sur la production nationale elle-même, ne valent rien face aux aléas de la lutte des classes. Les conséquences pour le peuple dépendent fondamentalement de la classe au pouvoir.

Aujourd'hui « l'Europe Unie » est la forme actuelle de notre capitalisme, celle choisie par le grand capital. Mais elle n'est qu'un épisode de son histoire.

Autant une politique "qui rompt avec le néolibéralisme est incompatible avec l'euro et la construction européenne néolibérale", autant la sortie de l'Europe ou/et de l'euro ne signifient pas la fin du capitalisme.

On devine facilement qu'elle impliquerait d'immédiates mesures de « salut public » de rétorsion, contraignantes voire répressives sur la possession et la circulation des capitaux et des marchandises, sur la propriété de certains moyens de production, de transport, de distribution, mesures incompatibles avec le pouvoir maintenu de la bourgeoisie, mais seulement réalisables avec la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le peuple. Un pouvoir non partagé avec les anciens exploités, la dictature du prolétariat .

La rupture avec les règles européennes ne peut donc être envisagée séparément du renversement de l'Etat et de l'abolition du capitalisme.

Dans le Manifeste, Marx et Engels ébauchèrent la première phase du communisme, la société socialiste :

« Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des

forces productives

Cela ne pourra naturellement se faire, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est-à-dire par des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier. [...]

Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe.

A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ». Le Manifeste chapitre II

Engels puis Lénine exprimèrent sous une forme claire cette « violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production » :

« Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. **C'était la dictature du prolétariat** . »

[Londres, pour le 20e anniversaire de la Commune de Paris. 18 mars 1891.]

Friedrich ENGELS

Durant la Commune de Paris les ministres élus et révocables de cette *dictature du prolétariat* touchaient un salaire d'ouvrier, l'officier polonais Dombrowski en fit partie.

Cette démocratie législative et exécutive à la fois n'avait rien de comparable avec la démocratie formelle de la dictature bourgeoise, fondée sur une séparation factice des pouvoirs. Là encore démocratie et dictature s'avèrent inséparables dans le socialisme, comme elles sont inséparables dans la société capitaliste. Mais de part et d'autre elles ne servent pas les mêmes intérêts : ceux du peuple dans le socialisme, ceux des oppresseurs dans le capitalisme.

L'enrichissement de la notion de dictature du prolétariat

Peu après les troubles de Hongrie le 27 février 1957, Mao Tsé-toung fit un important discours sur son influence en Chine, sur les mesures prises, les leçons à tirer et la politique à adopter, intitulé « [de la juste solution des contradictions au sein du peuple](#) ». Quelques extraits :

...

« Nous sommes en présence de deux types de contradictions sociales : les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple. Ils sont de caractère tout à fait différent.

Pour avoir une connaissance juste de ces deux types de contradictions, il est tout d'abord nécessaire de préciser ce qu'il faut entendre par "peuple" et par "ennemis". La notion de "peuple" prend un sens différent selon les pays et selon les périodes de leur histoire.

...

Les contradictions entre nous et nos ennemis sont des contradictions antagonistes. Au sein du peuple, les contradictions entre travailleurs ne sont pas antagonistes et les contradictions entre

classe exploitée et classe exploiteuse présentent, outre leur aspect antagoniste, un aspect non antagoniste.

...

Comme les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple sont de nature différente, elles doivent être résolues par des méthodes différentes.

...

Notre Etat a pour régime la dictature démocratique populaire dirigée par la classe ouvrière et fondée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Quelles sont les fonctions de cette dictature ? Sa première fonction est d'exercer la répression, à l'intérieur du pays, sur les classes et les éléments réactionnaires ainsi que sur les exploités qui s'opposent à la révolution socialiste, sur ceux qui sapent l'édification socialiste, c'est-à-dire de résoudre les contradictions entre nous et nos ennemis à l'intérieur du pays. Par exemple, arrêter, juger et condamner certains contre-révolutionnaires et retirer, pour une certaine période, aux propriétaires fonciers et aux capitalistes bureaucratiques le droit de vote et la liberté de parole. Tout cela entre dans le champ d'application de notre dictature. Pour maintenir l'ordre dans la société et défendre les intérêts des masses populaires, il est également nécessaire d'exercer la dictature sur les voleurs, les escrocs, les assassins, les incendiaires, les bandes de voyous et autres mauvais éléments qui troublent sérieusement l'ordre public. La dictature a une deuxième fonction, celle de défendre notre pays contre les activités subversives et les agressions éventuelles des ennemis du dehors. Dans ce cas, la dictature a pour tâche de résoudre sur le plan extérieur les contradictions entre nous et nos ennemis.

...

La dictature ne s'exerce pas au sein du peuple. Le peuple ne saurait exercer la dictature sur lui-même, et une partie du peuple ne saurait opprimer l'autre.

...

Mais cette liberté est une liberté qui s'accompagne d'une direction, et cette démocratie une démocratie à direction centralisée, ce n'est donc pas l'anarchie. L'anarchie ne répond pas aux intérêts et aux aspirations du peuple.

Certaines personnes dans notre pays se sont réjouies des événements de Hongrie. Elles espéraient que des événements semblables se produiraient en Chine, que les gens descendraient par milliers dans la rue et se dresseraient contre le gouvernement populaire. De telles espérances sont contraires aux intérêts des masses populaires et ne sauraient trouver leur appui. En Hongrie, une partie des masses, trompée par les forces contre-révolutionnaires du dedans et du dehors, a eu le tort de recourir à la violence contre le gouvernement populaire, ce dont pâtirent l'Etat et le peuple. Il faudra beaucoup de temps pour réparer les dommages causés à l'économie par quelques semaines d'émeutes. D'autres personnes dans notre pays ont pris une attitude hésitante à l'égard des événements de Hongrie, parce qu'elles ignorent l'état réel de la situation mondiale. Elles s'imaginent que sous notre régime de démocratie populaire, il y a trop peu de liberté, moins que dans le régime démocratique parlementaire d'Occident. Elles réclament le système des deux partis, tel qu'il existe en Occident, avec un parti au pouvoir et l'autre dans l'opposition. Mais ce système dit bipartite n'est qu'un moyen pour maintenir la dictature de la bourgeoisie, il ne peut en aucun cas garantir la liberté des travailleurs. En réalité, la liberté et la démocratie n'existent que dans le concret, et jamais dans l'abstrait. Dans une société où il y a lutte de classes, quand les classes exploiteuses ont la liberté d'exploiter les travailleurs, ceux-ci n'ont pas la liberté de se soustraire à l'exploitation ; quand la bourgeoisie jouit de la démocratie, il n'y a pas de démocratie pour le prolétariat et les autres travailleurs. »

...

Dictature et ingérence

Mao Tsé-toung ne critique pas alors l'intervention russe en Hongrie, il n'en fut pas de même pour la Tchécoslovaquie.

Ceci nous renvoie à un autre volet de la dictature du prolétariat : l'exportation de la révolution et le principe de non ingérence.

La révolution bourgeoise de 1789 inaugura l'exportation de la révolution, parfois sans la volonté des peuples mais aussi pour payer les frais de la guerre. Ce fut le cas en Belgique, précisément à l'initiative des Girondins, et la révolution française en pâtit.

Brissot le 26 novembre 92 :

« Si nous reculons nos barrières jusqu'au Rhin, si les Pyrénées ne séparent plus que des peuples libres, notre liberté est assurée. »

...

Les peuples conquis devaient donc accepter la dictature révolutionnaire de la France ; l'application du décret du 15 décembre impliquait l'emploi de la force. Cette politique entraîna une désaffection rapide, mis à part une minorité révolutionnaire décidée. Ainsi en Belgique, en confisquant les biens d'Église sans ménagement, la Convention s'aliéna une partie de la population.

...le décret du 31 janvier 1793. Ce jour-là, Danton réclama l'annexion de la Belgique et formula avec netteté la politique des frontières naturelles :

« Je dis que c'est en vain qu'on veut faire craindre de donner trop d'étendue à la République. Ses limites sont marquées par la nature. Nous les atteindrons toutes des quatre coins de l'horizon : du côté du Rhin, du côté de l'Océan, du côté des Alpes. Là doivent finir les bornes de notre République. »

...

La crise économique et sociale constitue le premier aspect de cette crise générale de la Révolution où manqua de sombrer la République au printemps de 1793. Elle durait depuis les débuts de la Convention, aggravée par la politique purement négative de la Gironde qui ne s'était attachée qu'à défendre les privilèges des classes possédantes. La Gironde avait compté sur l'exploitation des pays conquis pour résoudre la crise économique. Son calcul se révéla faux.

[A. Soboul – histoire de la révolution française – Tome 1 – le despotisme de la liberté (1792-1795)]

En 2011, au nom des « droits de l'Homme », de « l'ingérence humanitaire » et du « droit d'ingérence », les idéologues de l'impérialisme français ont justifié le bombardement de dizaines de milliers de civils libyens, pour s'en laver les mains ensuite :

« Le désastre est devant nous » . Invité ce vendredi par Jean-Jacques Bourdin sur BFM TV, Bernard Kouchner fustige l'Europe dans l'affaire des tragiques naufrages de migrants en Méditerranée. Il qualifie même son attitude de « dégueulasse » .

Quand Bourdin lui rappelle que la Libye, un pays où la France est intervenue militairement en 2011, est devenue la plaque tournante du trafic de migrants, l'ancien ministre des Affaires étrangères considère aujourd'hui que « cela a été mal fait » , ajoutant : « on ne vient pas pour bombarder et puis s'en aller ensuite » .

Dans un élan de lucidité, il juge même que c'était mieux avant sous Kadhafi pour les migrants. Pourtant en mars 2011, le French Doctor avait été l'un des premiers à applaudir Sarkozy, balayant d'un revers de main les réserves de l'Union européenne sur les bombardements de la France et de la Grande-Bretagne : « C'est toujours comme ça, il y a des gens qui mettent en garde et puis il y a des gens qui avancent... »

[25 avril 2015 Camer]

Peu après, le 13 mai, notre triste sire BHL :

"c'est mieux que Kadhafi ! Quand j'entends dire Ruffin qu'on a détruit l'Etat libyen, il se moque du monde. Il n'y avait pas d'état libyen. Il n'y avait pas d'état sous Kadhafi. On n'a rien détruit du tout, on a empêché un massacre et maintenant on assiste à la naissance, comme toujours douloureuse, longue, convulsive de la démocratie". .."Oui j'ai l'impression que la démocratie est en train de naître en Libye"... « ce n'est pas tout-à-fait ma faute, moi je ne suis pas un état à moi tout seul »

Mais on regardera avec profit [la vidéo](#) en préparant à toutes fins utiles un sac à vomir.

Là aussi, la dictature du prolétariat est aux antipodes de la dictature bourgeoise. Elle doit respecter la volonté exprimée des autres peuples, eux seuls peuvent décider de leur destin.

Il y a quarante ans : le choix de la défaite

Le duo Yves Dimicoli - Martine Durlach signait le 5 octobre 2005 un document intitulé [des moyens financiers pour une nouvelle croissance française et européenne](#).

« Il faut des financements émancipés de la domination des marchés financiers »

« faire reculer le rôle du marché financier dans l'activité économique en mobilisant de nouveaux financements. Ceux-ci seraient, eux, émancipés de la domination du marché et leur contenu-même inciterait à un changement progressif de l'utilisation de l'argent, par les entreprises notamment » .

Les marchés financiers ont précédé le capitalisme industriel, l'accumulation de la plus-value et le développement de la productivité ont donné à ces marchés une ampleur gigantesque à laquelle rien n'échappe. Mais ces économistes révisionnistes inventent un capitalisme où l'Etat des monopoles industriels, commerciaux et financiers pourrait détourner une partie du cycle de la production et de la consommation, et une partie de la plus-value, contre l'intérêt des banques, des assurances et des grands actionnaires.

D'où vient l'abandon du marxisme, tant dans les sciences économiques que politiques, en particulier de la dictature du prolétariat ?

Ce ne fut en aucun cas le fruit d'un débat serein fondé sur les principes marxistes-léninistes appliqués aux conditions actuelles de notre pays, mais **une débâcle** face à la machine de propagande de toute la bourgeoisie, socialistes et Nouvelle Gauche en tête. Une retraite désordonnée des bras cassés de l'eurocommunisme.

Notre entarté ne fut pas le dernier à brailler avec les hyènes, qui utilisaient la restauration du capitalisme en URSS à des fins anti communistes, et assimilèrent la dictature du prolétariat à la dictature terroriste ouverte du grand capital – le fascisme - sous le concept aseptisé de « totalitarisme » dénué de toute caractéristique de classe. L'opération se prolongea par tous les moyens de communication, comme la chaîne Arte qui s'en fit une spécialité durant des dizaines d'années.

Le 30 juin 1975, BHL salue dans le Nouvel Observateur André Glucksmann, repentir de la Gauche Prolétarienne, pour la sortie de 'La Cuisinière et le mangeur d'hommes, réflexions sur l'État, le marxisme et les camps de concentration', qui établit un parallèle entre nazisme et communisme. Une opération publicitaire est lancée avec Maurice Clavel et le Nouvel Obs, aboutissant un an plus tard à la promotion des « [nouveaux philosophes](#) ».

Le 23 octobre le Comité International des Mathématiciens bat campagne pour la libération de Léonide Plioutch.

Le PCF organise un rassemblement « pour les libertés »

Deux jours plus tard René Andrieu dénonce la répression en URSS.

Juquin rencontre le Comité International des Mathématiciens le 14 novembre.

Le 7 janvier suivant au cours d'une émission de télévision, Georges Marchais déclare qu'il est favorable à ce que la formule « Dictature du prolétariat » soit supprimée du préambule des statuts du Parti.

Durant tout le mois de janvier, sauf un papier de Balibar, immédiatement contredit, une série d'articles enfonce le clou dans l'Humanité.

Le 13 janvier G. Marchais affirme qu'il « défend la liberté » .

Le mois suivant le 22e congrès du PCF abandonne le principe de la dictature du prolétariat. « Vive le socialisme aux couleurs de la France ! » s'écrie Marchais.

La dictature du prolétariat recule, celle de la bourgeoisie avance

La démocratie de bisounours de l'espace pacifié ou règnent l'écoute, le dialogue et la synthèse des points de vue selon BHL vola en éclat un mois après ce 22e congrès, lorsque 5000 viticulteurs désespérés, qui avaient déjà bloqué le port de Sète, affrontèrent les CRS à Montredon, au prix de deux morts.

J'oubliais le prix Nobel décerné à Andreï Sakharov le 9 octobre, que sa sœur dut aller chercher à sa place, faute de visa de sortie.

Or l'événement fut un peu obscurci par sa proximité historique avec l'attribution de **cinq autres visas pour l'au-delà** le 27 septembre de la même année, à Juan Paredes Manot, alias Txiki, Angel Otaegi Etxeberria, et les militants du FRAP José Luis Sánchez Bravo, Ramón García Sanz et Humberto Baena exécutés par le pouvoir franquiste.

Ceci se passait au-delà des Pyrénées où l'erreur est paraît-il tolérée.

En deçà une autre erreur judiciaire faisait quand même jurisprudence le 25 septembre.

Patrice de Charrette juge d'instruction à Béthune, inculpe et écroue Jean Chapron PDG de l'usine Huile Goudron et dérivés pour infractions à la législation du travail et homicide involontaire d'un intérimaire handicapé le 24 janvier 1975. Une campagne de presse est lancée contre « le juge rouge », les cadres de l'entreprise organisent une grande manipulation pour soutenir le patron de l'usine. La hiérarchie judiciaire laissera tomber Patrice de Charette (dans le même temps le juge Pascal est inculpé) et Jean Chapron sera libéré.

Afin d'ôter le moindre doute sur la démocratie comparée de Franco et de Giscard à l'époque, ce dernier fait interdire le FRAP en France le 18 mars 1976, arrêter Albert Tesseyre du Comité d'action viticole, puis trois membres du PCMLF de Lorient pour reconstitution de ligue dissoute.

Sous la pression de l'intelligentsia anticommuniste et - pour s'être lui-même directement inspiré du « passage pacifique au socialisme » de Khrouchtchev- , incapable de critiquer sous un angle marxiste-léniniste la restauration du capitalisme en URSS, Georges Marchais abondait à son tour dans la confusion, en acceptant de remplacer dictature du capital et dictature du prolétariat, liberté d'expression des magnats de la presse et liberté d'expression populaire par les catégories abstraites de Dictature et de Démocratie, abandonnant la condition *sine qua non* de l'établissement du pouvoir socialiste en France.

Le rapport du Comité Central écrivait alors :

« Contrairement à tout ceci, la dictature évoque automatiquement les régimes fascistes de Hitler, Mussolini, Salazar et Franco, c'est à dire la négation même de la démocratie. Ce n'est pas ce que nous voulons. Quant au prolétariat, il évoque aujourd'hui le noyau ; le cœur de la classe ouvrière. Si son rôle est essentiel, il ne représente pas la totalité de celle-ci, et à plus forte raison l'ensemble des travailleurs dont le pouvoir socialiste que nous envisageons sera l'émanation. Il est donc évident que l'on ne peut qualifier de dictature du prolétariat ce que nous proposons aux travailleurs, à notre peuple. »

Renoncement non dénué d'arrières pensées électorales, mais qui fut récompensé par le coup de pied de l'âne puisque le Programme Commun devait être remis au placard l'année suivante.

Engagez une main dans les rouleaux d'appel d'une étireuse et vous en sortirez laminé jusqu'aux orteils. Ici les arrêts d'urgence n'ont pas fonctionné, et plutôt attentifs aux évocations qu'aux principes marxistes-léninistes, les dirigeants révisionnistes ont successivement abandonné tout ce qui faisait la singularité de classe du parti communiste, son indépendance par rapport aux partis bourgeois, en obéissant aux injonctions de cette campagne médiatique :

> *Ralliement à la force de frappe le 11 mai 77*

> *Abandon du marxisme-léninisme au 23e congrès le 13 mai 79*

> *Abandon du centralisme démocratique et du rôle dirigeant du PCF au 28e congrès le 29 janvier 94*

> *Abandon de la « lutte pour le socialisme » au 29e congrès le 21 décembre 96 remplacée par le cache-sexe pudibond « dépassement du capitalisme », escamotage de la faucille et du marteau*

> *Abandon officiel de la faucille et du marteau au 36e congrès le 10 février 2013*

> *Refondation européenne le 16 novembre 2013*

Aujourd'hui Pierre Laurent hésite à dénoncer le diktat franco-allemand en Grèce, félicite François Hollande, et en vient à applaudir le courage d'un homme d'Etat qui n'a ni respecté ni défendu la volonté exprimée à sa propre demande par la majorité du peuple.

Remettre en question le diktat idéologique bourgeois

La question de la dictature du prolétariat doit être dégagée de la mauvaise conscience imposée par les idéologues de la classe dominante, et être considérée de façon matérialiste et dialectique comme la conséquence inévitable de la dictature du capital, et non en fonction des amalgames crapuleux et des oukases hypocrites de l'intelligentsia anti communiste.

Relevons le drapeau de la dictature du prolétariat dans notre esprit.

»» <http://humaniterouge.alloforum.com/democratie-dictature-t5716-1.html>